



Edito

Omc : vers un peu plus de pragmatisme ?

Après les accords de Marrakech, et au début du « Doha round » dénommé « cycle du développement » nous avons le sentiment qu'un certain nombre de négociateurs souhaitaient négocier à marche forcée. Tout était bon pour donner mauvaise conscience à ceux qui exprimaient quelques réserves.

Et puis au fil du temps, quelques responsables se sont demandés si l'Europe ne faisait pas preuve d'une certaine naïveté dans ses positions.

Parallèlement, le monde agricole, notamment français, soulignait par exemple qu'il était anormal de laisser importer des viandes, produites sans aucun souci du bien être animal, alors que des règles de plus en plus strictes étaient imposées aux agriculteurs français et européens. De même, beaucoup d'opérateurs s'inquiétaient des règles sanitaires différentes pour les produits agro alimentaires, selon les lieux de production.

Plusieurs clignotants nous laissent à penser que toutes ces réserves commencent à être prises en compte.

La lettre de mission envoyée par le Président de la République à M. Michel Barnier, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, et à Mme Christine Lagarde, Ministre de l'économie, des finances et de l'emploi, précise par exemple que la Présidence française de l'Union et les grands rendez-vous internationaux de l'Organisation Mondiale du Commerce, « doivent être l'occasion d'affirmer le

principe de préférence communautaire et le principe de soutien de l'agriculture européenne mis en œuvre par la Politique Agricole Commune ».

Dans le même sens, le 26 juillet dernier, le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche se déclarait partisan de la constitution d'un « bouclier sanitaire européen » afin de garantir la qualité et la sécurité des produits importés. Sous réserve que ce type de « bouclier » soit installé dans la transparence et ne cache pas une entrave aux échanges, il s'agit d'un retour au plus élémentaire bon sens.

Du reste, le Ministre avait ajouté « la mondialisation a beaucoup d'effets positifs, elle a aussi des risques : les maladies animales et humaines se transmettent par air ou par mer de manière beaucoup moins contrôlable, nous imposant une grande vigilance ».

Et la presse rapporte que les Etats-Unis viennent d'annoncer la création d'un groupe de travail pour examiner la sécurité des produits alimentaires et des biens de consommation en provenance de Chine et de « toute la planète ».

Là encore, souhaitons qu'il ne s'agisse pas d'un retour à un protectionnisme déguisé, car ce serait un recul. En revanche, s'il s'agit en pratique d'un bouclier sanitaire tel qu'imaginé par Michel Barnier, c'est un progrès.

Gérard Budin

Une nouvelle recrue à la Fncl

Comme la décision en a été prise par le Conseil d'Administration de la Fncl, nous venons de recruter conjointement avec Coop de France une chargée de mission pour renforcer l'équipe de permanents de la Fncl. Il s'agit de Carole Humbert, qui a travaillé plusieurs mois au Cniel dans le service d'Anne Richard où elle assurait un remplacement.

Elle consacrera 2/3 de son temps à la Fncl et 1/3 de son temps à Coop de France et arrivera à la Fncl début Octobre.

Ses toutes premières missions seront axées sur la difficile question des zones difficiles et des zones en déprise, dans la perspective du bilan de santé prévu au printemps 2008.

Elle sera également particulièrement concernée par des questions telles que la gestion de crise et la gestion des risques, ainsi que d'une étude sur les marchés à terme. Il y a deux ans, lors d'un déplacement aux Etats-Unis, les responsables de Coop de France Ouest avaient attiré notre attention sur cette question qui, elle-même, avait fait l'objet d'une thèse sous l'égide de Coop de France Ouest. La Fncl avait participé au financement de cette thèse. Il s'agit maintenant d'approfondir définitivement cette question pour voir si cette piste est intéressante, ou s'il convient de l'abandonner au profit d'autres outils de régulation.

Naturellement, ce recrutement va aussi permettre à Christèle Josse d'élargir et mieux suivre un certain nombre de dossiers horizontaux.

Assises de l'agriculture

Le Gouvernement a décidé d'organiser des Assises de l'agriculture.

Celles-ci seront lancées lors de la réunion du CSO du 5 septembre prochain. Elles ont pour objet de tracer les grandes lignes de la future politique agricole et seront donc au coeur du débat qui aura lieu à l'occasion du bilan de santé de la

L'Association Centrale des Laiteries Coopératives des Charentes et du Poitou a tenu son assemblée générale le 18 juin 2007. A l'occasion de cette manifestation, les dirigeants de l'ACLCCP ont dressé un bilan encourageant pour l'activité 2006, et évoqué les principaux dossiers de la filière laitière nationale et régionale.

En introduisant la présentation du rapport d'activité, Jean-Pierre Secq a rappelé l'importance du bassin laitier Charentes-Poitou en pourcentage d'adhésions de ses éleveurs au mouvement coopératif.

Il a noté que le bilan économique 2006 est meilleur que prévu du fait du redressement des produits industriels, du recentrage de la France vers des produits à plus grande valeur ajoutée que celle des commodités du marché mondial, et ceci malgré une consommation atone. Cette tendance semble durable sur 2007.

Dans ce contexte, il a souligné que la coopération laitière ne doit pas manquer de rappeler qu'elle est bien placée pour relever les débats relatifs à l'après quotas et aux conséquences des évolutions de la PAC et de l'OMC.

Chiffres clés

Il a donné quelques chiffres clefs sur l'activité des coopératives et des laboratoires de la région Charentes-Poitou.

La collecte 2006 des coopératives est en régression de 4,54% mais, sur les 4 premiers mois de 2007, en hausse de 4,57%. La productivité se stabilise par rapport à 2005 (303.800 L/exploitation). En terme qualitatif, le lait produit présente un taux butyreux stable (42,01 g/l) et un taux protéique en baisse (33,04 g/l soit -0,28 g/l). Le niveau en germes reste très bon mais les résultats cellules sont un peu décevants.

Le prix moyen du litre de lait payé par les coopératives a baissé de 4%, soit 0,269 €/l et celui payé au producteur est passé de 0,3 €/l à 0,287 €/l. Cette baisse reste en moyenne plus faible que dans les autres régions.

Maîtrise de la production

Jean-Marie Davion est ensuite intervenu sur le thème de la maîtrise de la production. Il a notamment commenté les mesures de gestion de campagne 2007/2008 annoncées quelques jours auparavant par l'Office de l'élevage.

Il a souligné les actions des filières nationale et régionale en faveur de la régulation, de la sensibilisation des Parlementaires, du projet de fonds de développement proposé par la Fnpl.

Il a enfin insisté sur la nécessité de rendre plus cohérente l'évolution du régime des quotas en fonction des spécificités régionales et des bassins de production, ainsi que sur l'enjeu de la contractualisation comme solution alternative à la disparition des quotas. L'Association et la Fncl sont fortement mobilisées sur ces dossiers.

Les marchés et la consommation

L'évolution des marchés et de la consommation a été présentée en détails et commentée par Guy Maingret.

Jean-Michel Renaud a décrit les actions de promotion collective en faveur du beurre AOC Charentes-Poitou dont les volumes globaux commercialisés ont progressé de 3,9% en 2006, ce qui est uniquement dû au fort développement des tonnages pour l'industrie alimentaire.

Filière caprine

L'intervention de Patrick Charpentier a quant à elle été placée sous le signe de l'optimisme, la filière caprine se portant bien depuis quelques années grâce à l'encadrement volontaire de la production et à une bonne tenue de la consommation des fromages. Néanmoins les équilibres sont fragiles. La hausse des importations préoccupe de plus en plus les responsables des filières nationale et régionale, qui œuvrent pour encourager la dynamique de modernisation et d'installation des exploitations.

Après les échanges de vue avec la salle, les personnalités invitées à l'occasion de cette Assemblée sont intervenues.

Intervention de Dominique Chargé

Dominique Chargé d'abord, secrétaire général de la Fncl, a fait écho à la première partie de la matinée en rappelant les raisons pour lesquelles la filière doit s'attacher au maintien du principe de la régulation de la production et de l'encadrement des marchés.

Les propositions de la Fncl pour concrétiser cette orientation concernent, tant les outils de régulation (stockage privé, contractualisation), que l'évolution vers un système plus régionalisé ou par bassin, agrémenté de dispositifs spécifiques pour les zones difficiles.

Il a ensuite souligné les enjeux primordiaux pour les entreprises des dossiers nutrition-santé et industrie-commerce. Il a terminé en décrivant le projet "Gouvernance" actuellement conduit par la Fncl et son lien avec la problématique de la restructuration des coopératives.

Intervention de Jean-Daniel Bénard

Jean-Daniel Bénard, médiateur de la filière laitière, a donné en quelques minutes les grandes lignes de la réflexion qu'il a conduite avec un groupe informel de quelques responsables nationaux. L'objectif est « **de ne pas refaire le scénario de 2003** », donc d'élaborer des propositions et une stratégie.

Partant du constat que la filière laitière ne supportera pas le tout libéral, il a fait remarquer que la fin de l'administration des quotas ne signifie pas la fin de la régulation.

Selon son groupe, le développement de relations contractuelles équilibrées entre une entreprise et ses producteurs est devenu incontournable. Pour ce faire, la gestion du dispositif doit reposer sur une interprofession forte et structurée.

Intervention d'Eric Allain

C'est dans des termes très appuyés qu'Eric Allain, Directeur adjoint de la DGPEI du Ministère de l'Agriculture, a ensuite rappelé les positions du Ministre sur les dossiers PAC - OMC.

Les enjeux des négociations internationales sont majeurs et immédiats. La France n'acceptera pas un accord si les conditions d'équilibre et de réciprocité

ne sont pas respectées. « **Il ne faut pas y brader notre agriculture** » a souligné le représentant du Ministre. Il en va de même pour les discussions sur la PAC dont la France n'admet, ni la remise en cause du financement, ni le démantèlement de ses outils qui pourraient toutefois être complétés.

Le Ministre attend enfin des Professionnels qu'ils lui adressent un corps de propositions pour aborder les négociations européennes sur l'évolution des quotas, tout en rappelant l'importance de conserver un régime respectant le maillage territorial et ses spécificités.

Clôture par Jean-Pierre Raffarin

L'Assemblée a été clôturée par Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier Ministre, qui a souligné la volonté des Professionnels d'insuffler leurs idées dans les discussions européennes. Il a insisté sur la nécessité de continuer à disposer de mécanismes de gestion des risques et des marchés souples et réactifs. Ceux-ci devront être accompagnés de mesures de compensation des désavantages de certaines zones.

Les positions européennes à l'OMC doivent être cohérentes avec cette politique. L'Europe doit défendre les principes de souveraineté alimentaire et de préférence communautaire, et rechercher la réciprocité.

Face à toutes ces évolutions, « **il importe de ne pas être spectateur de l'avenir** » a souligné Jean-Pierre Raffarin, qui a conclu ses propos en saluant la recherche de synergies, d'innovation et la stratégie territoriale qui font le dynamisme des groupes laitiers de la région.

Pac, prévu en 2008 (rappelons que l'Union européenne sera alors présidée par la France).

D'après nos informations, à partir de ces Assises de l'agriculture, des conclusions du Grenelle de l'environnement, et de la nouvelle approche des Pouvoirs Publics au regard des politiques publiques, etc..., le Gouvernement procédera progressivement à l'adaptation de certains de nos outils de politique agricole, en portant un intérêt tout particulier à l'approche interprofessionnelle.

La Fncl a rédigé une contribution pour ces Assises de l'agriculture, qu'elle a envoyée à Coop de France, qui nous représente au CSO.

Cette contribution de la Fncl aux Assises de l'agriculture peut être consultée sur l'extranet *Fncl/Atla. Politique agricole et laitière - Assises de l'Agriculture 2007*. Nous y avons ajouté le décret portant attribution des fonctions du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, la lettre de mission qui lui a été adressée, ainsi que le discours qu'il a prononcé à l'Assemblée générale de l'Apca le 11 juillet 2007.

Ces trois éléments constituent en effet la base sur laquelle le Gouvernement entend construire la future politique agricole, en s'inspirant par ailleurs de toutes les réflexions en cours ou à venir de la part de la Profession.

Toutes ces réflexions s'inscrivent également dans la perspective d'un memorandum qui doit être présenté par la France avant la publication du livre vert de la Commission européenne en novembre 2007, et aura pour objet de lancer la réflexion sur le bilan de santé de la Pac.

Formation BTPL

27 et 28 septembre 2007 :

Formation à la démarche d'analyse stratégique « **Développer une nouvelle relation de conseil** ».

Formation destinée aux techniciens et intervenants en élevage qui souhaitent développer leurs compétences et acquérir de nouvelles méthodes pour structurer le conseil.

Objectifs : Permettre aux participants de discerner l'évolution des attentes des producteurs en matière de conseil et Sensibiliser à l'approche globale et systémique ainsi qu'à l'écoute active.

Lieu : Le Mans.

Pour renseignements et inscriptions, contactez le BTPL au 02 43 28 65 77 ou rendez-vous sur www.btpl.fr

Nouveau site internet BTPL

Visitez le nouveau site internet du Btpl (www.btpl.fr), plus complet, plus moderne, plus réactif. Vous y trouverez :

- Une page d'actualité mise à jour régulièrement avec les informations du réseau BTPL, les prochaines rencontres, formations à venir, nouveaux outils, les mises à jour...
- Une présentation du Btpl pour mieux connaître son équipe et son fonctionnement.
- Un catalogue des services aux éleveurs, aux entreprises laitières et aux autres partenaires du monde agricole, avec un accès à des fiches détaillées sur les services ou les formations.
- Une page spécifique sur les missions internationales menées par les ingénieurs du Btpl à l'étranger.
- La lettre du Btpl en ligne à chaque parution.
- Les dernières publications, articles techniques, brèves, et les ouvrages à commander sur le site.

L'environnement laitier change, le métier d'éleveur évolue, le besoin de repères et de clés de décision est plus qu'un sujet d'actualité ! Pour répondre à ce contexte en profonde mutation et aux attentes, le BTPL a mis au point une nouvelle démarche originale de diagnostic à l'échelle de l'exploitation : ODISSEA.

Diagnostic original et personnalisé

ODISSEA est un outil original d'aide à la décision. Il aborde l'exploitation dans sa globalité et établi un diagnostic à partir de nouveaux repères d'analyse et indicateurs stratégiques.

La démarche est accompagnée et personnalisée : elle met en avant le ressenti, les appréciations, les objectifs des sociétaires des coopératives laitières. Elle associe la dimension humaine aux facteurs d'analyse technique, économique et stratégique.

ODISSEA aide à clarifier une situation et/ou à élaborer un projet en cohérence avec les objectifs personnels et professionnels des éleveurs.

Comment ?

Le diagnostic d'ODISSEA repose sur trois axes essentiels :

- La Viabilité : « Comment mon exploitation se situe-t-elle par rapport à des repères économiques ? »
- La Vivabilité : « Comment gérer mes relations avec mes associés ? »
- La Transmissibilité : « Mes marges de manœuvre sont-elles suffisantes pour développer mon atelier ou un autre ? »

A l'aide de repères quantitatifs simples, essentiels et évocateurs, une photographie de la situation technico-économique et financière est établie. ODISSEA complète cette approche en personnalisant ce diagnostic avec la prise en compte du point de vue et observations du (des) éleveur(s).

Réseau et base de données Odissea

En plus de la démarche individuelle à l'échelle de l'exploitation, Odissea se double d'un support d'animation pour promouvoir une dynamique de groupe.

Il sauvegarde les données, les synthétise et analyse leurs évolutions dans le temps. Il permet des comparaisons, des échanges et une mutualisation des résultats et observations entre éleveurs.

Ce module d'Odissea est rapide, automatique et instantané. C'est un excellent observatoire des exploitations à l'échelle de la coopérative laitière, d'une région, du réseau Btpl dans le temps et tenant compte de la diversité des systèmes d'exploitation.

Ils témoignent...

« Cette démarche nous a permis de prendre le temps de faire le point et réfléchir à notre situation. L'œil d'une personne extérieure à l'exploitation nous aide à mesurer l'importance des relations entre associés ».

« L'installation de mes fils se précise et nous avons besoin de prendre de la hauteur par rapport à cela. ODISSEA a clarifié la marche à suivre et révélé nos points d'accord et de désaccord non exprimés jusqu'à présent ».

